Sevran toujours à l’heure des dealers

07/05/2008 à 13h22

Dans le quartier sensible des Beaudottes, à Sevran (Seine-Saint-Denis), chaque minute est sacrée le matin. Il est tout juste 8 h 30 et les serruriers, ascensoristes et femmes de ménage s’activent déjà depuis deux heures dans les cages d’escalier pour effacer les dégradations de la veille. Il faut faire vite. Dès 10 h 30, les dealers, parfois cagoulés et armés, s’installent dans les entrées et les couloirs pour filtrer les allers et venues. Seuls les habitants sont autorisés à rentrer ou sortir. Le 23 avril, 350 policiers avaient mené une vaste opération « antidrogue » pour réinvestir les tours des Beaudottes où vivent dix mille personnes. Fin mars, le principal bailleur, Immobilier 3F, avait retiré tous ses gardiens, trop souvent menacés et agressés. Hier, l’un d’eux entassait ses cartons dans un camion de déménagement.

Depuis l’opération, entre vingt et quarante CRS, selon les habitants, surveillent le quartier. Toutes les voitures qui ne sont pas immatriculées 93 sont contrôlées à l’entrée du secteur. « Les acheteurs ne viennent plus. La drogue est présente mais moins visible », relève l’un des salariés du bailleur. « Ce n’est plus une économie souterraine, c’est une économie réelle qui fait vivre les familles à faibles revenus. Au lieu d’aller à l’école, certains gosses font le guet pour 30 euros la journée. Ça paie les courses et le loyer », poursuit-il.

L’intervention policière consistait à récupérer douze appartements squattés par les dealers pour leurs trafics. Tous sont encore surveillés 24 heures/24 par un vigile en attendant qu’une porte blindée soit posée. « Les gens ont peur de tout, ils sont moins sortis ces deux dernières semaines », témoigne

une commerçante. Un habitant, depuis vingt ans dans le quartier, raconte qu'il a demandé à déménager dans un quartier « calme et tranquille » pour ses enfants. « Les gardiens ne sont plus là. Tout est détruit. On nous prend pour des bêtes. » Pourtant, l'an passé, 1,2 million d'euros ont été dépensés par le bailleur pour réparer les dégradations. « Si on ne faisait pas ça, en quinze jours, ce serait la Bosnie ici », relève le salarié.

source